

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 2 SEPTEMBRE 2024

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

Que vaut la « valeur travail » ?

Dans des proportions jamais connues depuis la seconde guerre mondiale, les salaires réels en Suisse ont baissé. Le retour de l'inflation après la crise Covid de 2020, puis le déclenchement de la guerre en Ukraine sont souvent avancés comme explication à cette défavorable évolution. Pourtant, durant les sept décennies d'après la guerre, nous avons connu d'autres événements géopolitiques qui ont provoqué de crises inflationnistes, parfois bien plus fortes. Et, pourtant, les salaires réels ont alors mieux résisté. Pourquoi ? Simplement, parce qu'il y avait un consensus sur le principe de l'indexation des salaires et des rentes au coût de la vie.

Ce consensus fait défaut dans la crise du pouvoir d'achat que nous vivons. Dans les médias et dans le discours patronal, on a commencé à entendre la théorie fumeuse de la spirale « prix-salaires » qui serait responsable d'une prolongation de l'inflation. On a entendu que les entreprises elles-aussi souffraient de l'inflation. Rien d'objectivement différent que lors d'autres épisodes inflationnistes, mais cette fois, ces raisonnements ont conduit à remettre en cause le principe du maintien du pouvoir d'achat de millions de personnes qui travaillent pour un salaire dans notre pays.

Conséquence de ce choix idéologique : le travail a perdu de sa valeur au sens économique du terme. Les salariées et salariés travaillent chaque année avec un peu plus d'intensité. La productivité augmente, mais elles et ils gagnent moins. Des centaines de milliers de ménages qui vivaient sans excès, mais avec une certaine sécurité, voient les fins de mois arriver avec inquiétude. On travaille beaucoup, on essaie de concilier vie de famille et exigences du travail avec toujours plus d'efforts et à la fin de l'année, le compte épargne, s'il existe, a baissé et se rapproche de zéro. On craint les imprévus, la visite chez le dentiste ou le médecin, on renonce au restaurant, on a peur du lendemain. C'est la réalité que vivent des centaines de milliers de ménages dans notre riche pays.

Dans les discours dominants, on entend partout glorifier la « valeur travail ». Pas la valeur économique du travail, c'est à dire le salaire. Non, on vante la valeur morale du travail, qui se perdrait et qu'il faudrait réaffirmer. Idem pour l'apprentissage. Combien de belles paroles sur cet apprentissage qu'il faudrait « revaloriser » ? Quand une jeune femme termine son difficile apprentissage de vendeuse en pharmacie et qu'elle constate que son premier salaire n'atteint pas 4000 francs par mois, elle pourrait en raconter sur le sérieux des discours sur la « revalorisation » de l'apprentissage.

Les gens en ont assez de ces discours hypocrites. Il faut arrêter de les bassiner avec des considérations moralisatrices douteuses et faire en sorte rapidement que le travail soit à nouveau

payé au prix réel d'avant le début de cette phase inflationniste. Ce n'est pas demander la lune. C'est d'autant moins le cas que l'indice suisse du coût de la vie ne prend pas en compte l'explosion des primes d'assurance maladie qui va continuer cet automne.

L'USS se bat pour que la valeur du travail soit reconnue, pour celles et ceux qui lui ont consacré leur vie et qui sont à la retraite et pour celles et ceux qui travaillent aujourd'hui et qui font tourner notre société. Cette reconnaissance ne passe pas par des discours ou des éditoriaux moralisateurs, mais par des salaires et des rentes corrects et qui cessent enfin de baisser en termes réels.

Les milieux patronaux et politiques dominants veulent-ils vraiment défendre un modèle économique où on s'appauvrit en travaillant ?

Ils disent que non et que les années que nous venons de vivre sont une exception qui va prendre fin. Il s'agit donc de passer à l'acte et de montrer une ouverture dans les négociations salariales qui, dans de nombreuses branches, ont fait défaut ces dernières années. Pour obtenir cette ouverture, nous nous mobiliserons par une manifestation nationale le 21 septembre. Ce sera aussi la dernière occasion d'appeler à refuser cette réforme bâclée de la LPP qui affaiblira encore davantage le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.